



Ni robotisée, ni protégée : l'industrie tunisienne en déclin

Pr. Hatem Mhenni*

L'ASECTU n'endosse aucune responsabilité et les propos relèvent uniquement de l'auteur

Ce Policy Brief est soutenu par Savoirs éco, projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France qui vise à appuyer les Structures Productrices de Savoirs à vocation Économique (SPSE) en Tunisie.



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Alors que l'attention publique se concentre sur les réformes politiques, les tensions sociales ou les services numériques, la Tunisie est confrontée à un processus de désindustrialisation profond, progressif et largement sous-estimé. Ce phénomène, bien que discret, affecte les fondations de l'économie nationale en affaiblissant sa capacité productive, en réduisant ses marges de croissance autonome et en augmentant sa vulnérabilité face aux chocs externes.

Constat et diagnostic

- ★ La part de l'industrie dans le PIB est passée de près de 30 % dans les années 1990 à 23,5 % en 2023 (INS, 2024), confirmant un recul structurel de l'activité manufacturière.
- ★ Les investissements industriels ont chuté de 17 % au premier trimestre 2024, et les filières historiques (textile, cuir, mécanique) sont en déclin constant, concurrencées par des pays à plus faibles coûts (API, Banque mondiale, 2023).
- ★ Ce recul a des effets sociaux lourds : perte massive d'emplois, montée du chômage structurel dans les régions intérieures, informalité croissante et émigration des jeunes (OCDE, 2021).
- ★ Il affaiblit également l'écosystème économique local, en entraînant la disparition d'emplois indirects et en menaçant la stabilité de la classe moyenne.
- ★ Sur le plan macroéconomique, la désindustrialisation réduit la diversification productive. La Tunisie devient excessivement dépendante de secteurs volatils comme le tourisme ou les services non exportables, ce qui expose le pays à des déséquilibres commerciaux croissants : +22 % d'importations manufacturières depuis 2020, contre stagnation des exportations (BCT, INS, 2024).

Options politiques :

Trois pistes principales peuvent être envisagées :

Option	Description	Avantages	Inconvénients/Risques
1. Maintien du statu quo	Poursuite des politiques sectorielles actuelles sans recentrage industriel.	Évite des ruptures immédiates ; faible coût politique	Prolonge les déséquilibres ; aggrave les vulnérabilités régionales et macroéconomiques.
2. Stratégie industrielle ciblée	Sélection de filières prioritaires et soutien à la modernisation du tissu industriel.	Impact direct sur l'emploi qualifié ; relance de l'investissement productif.	Nécessite des choix politiques forts ; coordination intersectorielle.
3. Industrialisation territorialisée	Déploiement de pôles industriels régionaux avec incitations différenciées.	Réduction des inégalités régionales ; ancrage local du développement.	Coûts initiaux élevés ; besoin d'infrastructures et de gouvernance locales efficaces.

Recommandations stratégiques :

Face à l'ampleur et à la nature systémique de la désindustrialisation, il est recommandé de mettre en œuvre une stratégie industrielle volontariste à l'échelle nationale, articulée autour des axes suivants :

- ★ Définir une politique industrielle cohérente, avec des filières prioritaires (automobile, agroalimentaire, pharmaceutique, énergies renouvelables) et un cadre incitatif clair.
- ★ Moderniser le tissu industriel existant via le soutien à l'innovation, l'automatisation, et l'accès au financement des PME.
- ★ Aligner formation et besoins industriels, en renforçant la formation technique, les filières STEM, et les partenariats entreprise-université.
- ★ Favoriser l'insertion dans les chaînes de valeur mondiales via la facilitation des exportations, l'amélioration de la qualité et de la certification.
- ★ Rééquilibrer le développement territorial, en investissant dans des zones industrielles modernes à l'intérieur du pays, connectées aux grands axes logistiques et bénéficiant d'incitations fiscales.

Ce résumé met en lumière une réalité trop souvent négligée : la Tunisie ne pourra construire une relance durable sans un socle industriel solide, diversifié et inclusif. La désindustrialisation est un signal d'alarme. La réponse doit être stratégique, coordonnée et territorialisée.

CONTEXTE INDUSTRIEL TUNISIEN

Pendant que l'attention publique et médiatique se concentre sur les réformes institutionnelles, les équilibres politiques, les défis sécuritaires ou encore l'essor rapide des services numériques, un phénomène plus discret mais autrement plus structurant s'installe durablement au cœur de l'économie tunisienne : la désindustrialisation. Contrairement aux crises industrielles spectaculaires observées dans certains pays, ce processus ne s'est pas traduit par un choc brutal ou un effondrement soudain. Il s'agit plutôt d'un recul lent, cumulatif et souvent invisible dans le débat public, qui érode progressivement les capacités productives du pays.

Cette désindustrialisation silencieuse se manifeste par une série de signaux faibles mais convergents : une stagnation, voire une contraction, de la part de l'industrie dans le PIB et l'emploi ; des unités de production qui ferment ou réduisent leurs activités sans remplacement équivalent ; des investissements industriels en repli, notamment dans la modernisation et l'innovation ; et un décrochage progressif de plusieurs chaînes de valeur internationales. À cela s'ajoutent des transformations plus difficiles à quantifier, mais tout aussi préoccupantes : des compétences industrielles qui se perdent, des savoir-faire techniques qui ne se transmettent plus, et une montée de l'emploi précaire ou informel au détriment de l'emploi industriel structurant.

Au-delà des indicateurs macroéconomiques, ce processus affecte profondément la capacité du pays à se projeter dans l'avenir. L'industrie ne se limite pas à produire des biens : elle structure les territoires, soutient les écosystèmes locaux, stimule l'innovation et crée des effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie. Lorsqu'elle recule, ce sont des bassins entiers d'activité qui se vident, des trajectoires professionnelles qui se brisent, et une partie du capital humain qui se retrouve sous-employée ou contrainte à l'émigration.

L'absence de stratégie claire d'accompagnement et de reconversion accentue ce sentiment de déclassement économique et social.

Or, renoncer progressivement à sa capacité à produire, à transformer et à innover revient, pour une nation, à renoncer à une part essentielle de sa souveraineté économique. Une économie dépourvue d'un socle industriel solide devient mécaniquement plus dépendante des importations, plus vulnérable aux chocs extérieurs et moins capable de maîtriser ses choix de développement. Dans le cas tunisien, cette dépendance s'est traduite par une accentuation des déséquilibres commerciaux, une exposition accrue aux cycles internationaux et une concentration excessive de la valeur ajoutée dans des secteurs à faible contenu technologique.

La Tunisie, qui était encore perçue il y a deux décennies comme un pôle industriel émergent en Méditerranée, intégré aux chaînes de valeur européennes et capable de combiner compétitivité et montée en compétences, glisse progressivement vers un modèle économique déséquilibré. La croissance repose de plus en plus sur des services souvent peu échangeables, sur une consommation intérieure contrainte et sur des ressources externes volatiles, tandis que la base productive s'érode. Cette trajectoire n'est ni soutenable à long terme, ni compatible avec les aspirations sociales et économiques d'une population jeune, éduquée et en quête de perspectives.

L'ÉROSION DE LA BASE INDUSTRIELLE TUNISIENNE : CONSTATS, RISQUES ET ENJEUX

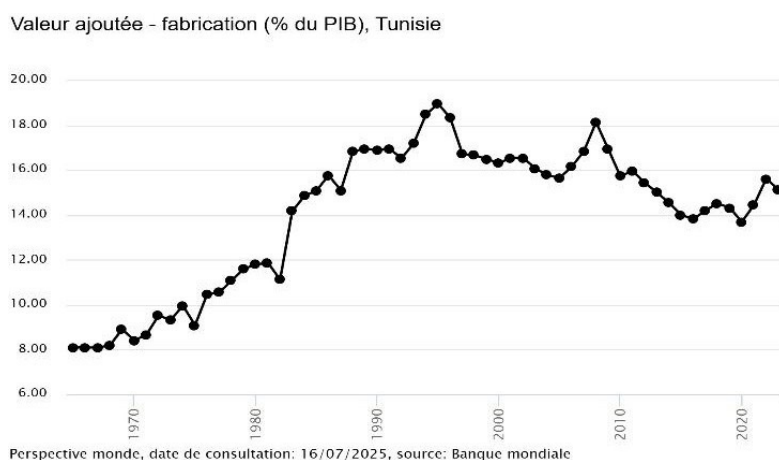
Une désindustrialisation silencieuse mais réelle

Si la Tunisie n'a pas connu une désindustrialisation brutale comme celle observée dans certains pays européens au cours des années 1980, elle traverse néanmoins une forme de déclin lent, structurel et profondément préoccupant de son appareil productif. Ce phénomène, souvent qualifié de « désindustrialisation silencieuse », se manifeste par une série d'indicateurs convergents.

La figure 1, représentant l'évolution de la part de l'industrie (manufacturière et extractive) dans le PIB tunisien entre 1990 et 2023, illustre clairement ce repli progressif. Alors qu'au milieu des années 1990, l'industrie - notamment manufacturière - contribuait à hauteur de près de 30 % du PIB, cette part est tombée à 23,5 % en 2023. Cette contraction n'est pas ponctuelle, mais s'inscrit dans une tendance structurelle, suggérant une perte d'ancrage industriel dans la dynamique économique nationale.



La figure 2, relative aux industries manufacturières et de fabrication, confirme l'évolution négative depuis la mi-90. Puisque la part de la fabrication dans le PIB a baissé de plus de 17% à 15%.



Cela était le résultat de la fermeture de nombreuses usines durant la période 2019–2022 ;

Secteur	Nombre
Textile	138
Agroalimentaire	73
BTP / Matériaux	42
Autres	180
Total	433

Source : APII, Tustex 2025.

L'évolution récente des flux d'investissement industriel déclarés (source : API) corrobore ce diagnostic. Au premier trimestre 2024, les investissements industriels ont chuté de 17 % par rapport à la même période de l'année précédente, prolongeant une trajectoire déjà amorcée depuis plusieurs années. Ce recul est d'autant plus préoccupant qu'il affecte autant les nouveaux projets que les investissements de modernisation, traduisant un désintérêt croissant pour le tissu productif local.

La répartition sectorielle de l'activité industrielle met en évidence une érosion continue de secteurs historiquement dominants. Le textile-habillement, le cuir et la mécanique — piliers traditionnels de l'industrialisation tunisienne — voient leur part diminuer au profit de segments moins intensifs en main-d'œuvre mais aussi moins ancrés localement, comme l'assemblage électronique. La concurrence de pays à bas coûts comme le Bangladesh ou l'Éthiopie accentue cette marginalisation : ces derniers offrent des conditions de production plus attractives pour les donneurs d'ordre internationaux (Banque mondiale, 2023), entraînant un effet d'éviction industrielle pour la Tunisie.

LES COÛTS SOCIAUX ET TERRITORIAUX DE LA DÉSINDUSTRIALISATION : UN ENJEU DE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Un recul industriel aux effets socio-économiques profonds

Le recul du secteur industriel en Tunisie ne se limite pas à une simple contraction sectorielle : il engendre des effets en cascade massifs sur l'emploi, la cohésion sociale et le développement territorial. Alors qu'environ 30 % de la population active tunisienne travaillait dans l'industrie dans les années 1990, cette part a chuté à moins de 20 % en 2023 (INS, 2024). Ce déclin s'inscrit dans une tendance continue de désengagement industriel, marquée par la fermeture ou la restructuration de nombreuses unités de production, la perte de compétitivité de filières historiques (textile, cuir, mécanique) et le ralentissement de la création de nouveaux projets industriels.

Ce phénomène a un impact différencié selon les régions, accentuant les déséquilibres territoriaux du pays. Dans les régions de l'intérieur — Gafsa, Kasserine, Le Kef, mais aussi Siliana ou Tataouine —, l'industrie jouait un rôle central en tant que vecteur d'emplois stables, souvent peu qualifiés mais structurants pour le tissu local. Aujourd'hui, la raréfaction des opportunités dans ces bassins industriels contribue à la marginalisation croissante de ces zones, où les jeunes, confrontés à l'absence de perspectives, se retrouvent éloignés du marché du travail formel. Le repli industriel, en l'absence d'alternatives crédibles dans les services ou l'agriculture, alimente alors plusieurs dynamiques préoccupantes :

- ★ un chômage structurel élevé, dépassant parfois les 30 % chez les jeunes diplômés dans certaines régions;
- ★ une montée de l'emploi informel, mal rémunéré, sans protection sociale ;
- ★ et une accentuation de l'émigration, non seulement vers l'Europe mais aussi vers les grandes villes tunisiennes, accentuant la pression urbaine.

Ce désengagement ne touche pas uniquement les emplois directs dans les usines. En réalité, la fermeture ou la rétraction d'une unité industrielle entraîne souvent l'effondrement d'un écosystème local entier. L'industrie génère en effet une demande induite en services logistiques, en maintenance, en formation, en restauration collective, en transport de personnel, en hébergement, etc. Selon certaines estimations, chaque emploi industriel supprimé pourrait entraîner la perte de deux à trois emplois indirects dans l'économie locale. Ces effets multiplicateurs sont rarement compensés par d'autres secteurs, particulièrement dans les zones à faible densité économique.

La disparition de ce tissu productif compromet également la capacité de la Tunisie à former une classe moyenne solide, ancrée dans des revenus réguliers, un emploi formel, et une trajectoire d'ascension sociale. Or, la classe moyenne joue un rôle central dans la stabilité politique, la cohésion sociale, mais aussi dans la dynamique de consommation intérieure, qui constitue l'un des moteurs les plus résilients de croissance. L'affaiblissement de cette classe, combiné à une précarisation croissante, risque à terme de créer un climat d'instabilité sociale, d'érosion fiscale et de perte de confiance dans l'avenir, notamment chez les jeunes.

Enfin, cette crise de l'emploi industriel souligne l'insuffisance des politiques d'adaptation : les dispositifs de reconversion professionnelle, les formations techniques ciblées ou les incitations à l'entrepreneuriat local restent peu efficaces, faute de coordination, de financement ou de soutien au long cours. En l'absence d'une stratégie industrielle territorialisée, intégrant l'innovation, l'inclusion et la durabilité, la Tunisie risque de s'enfoncer davantage dans une trappe de désindustrialisation appauvrissante.

Une vulnérabilité structurelle accrue par la désindustrialisation

La désindustrialisation en Tunisie ne constitue pas uniquement un problème d'emploi ou de croissance immédiate : elle engendre une fragilisation profonde du socle économique, en affaiblissant la diversification productive, qui est pourtant un levier essentiel de résilience économique. Historiquement, l'économie tunisienne bénéficiait d'une structure industrielle relativement équilibrée, combinant plusieurs filières :

- ★ le textile-habillement, pilier des exportations depuis les années 1980,
- ★ l'agroalimentaire, ancré dans les territoires agricoles,
- ★ l'électronique et les composants électriques, intégrés dans des chaînes de valeur internationales,
- ★ la mécanique (câblage, pièces automobiles, etc.), en lien avec les marchés européens.

Ce panachage sectoriel permettait d'amortir les chocs conjoncturels. Par exemple, en cas de crise dans le tourisme, la dynamique manufacturière ou les exportations agroalimentaires permettaient de soutenir l'activité et les revenus. Ce mécanisme de « compensation croisée » est aujourd'hui enrayé : le recul industriel, documenté par la chute de sa part dans le PIB et dans l'emploi, conduit à une reconcentration de la valeur ajoutée dans quelques secteurs très exposés.

Les données récentes illustrent ce basculement :

- ★ le tourisme représente 12 % du PIB (FMI, 2023), mais reste extrêmement volatil, dépendant du contexte sécuritaire, géopolitique et sanitaire,
- ★ les services, qui croissent en poids relatif, sont en grande partie non échangeables et peu intégrés aux marchés mondiaux, ce qui limite leur capacité à générer des devises ou des effets d'entraînement sur l'économie réelle.

En parallèle, la désindustrialisation pèse sur la balance commerciale, accentuant les déséquilibres externes. D'après la Banque centrale de Tunisie (BCT), les importations de biens manufacturés ont bondi de 22 % depuis 2020, traduisant une dépendance croissante à la production étrangère pour des biens de consommation, d'équipement et intermédiaires. Cette dynamique s'accompagne d'une stagnation des exportations, concentrées essentiellement dans deux filières dominantes : l'électronique et le textile, qui représentent près de 70 % des ventes à l'étranger (INS, 2024). Cette dépendance duale expose la Tunisie aux aléas des chaînes d'approvisionnement mondiales et à la cyclicité de la demande européenne.

POUR UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE VOLONTARISTE

Face à ce constat, une réorientation des politiques publiques s'impose. Plusieurs axes peuvent être envisagés, voici quelques-uns qui sont prioritaires :

- ★ Redéfinir une stratégie industrielle nationale, avec des filières prioritaires (automobile, agroalimentaire, pharmaceutique, énergies renouvelables) et des incitations claires à l'investissement productif.
- ★ Moderniser le tissu industriel existant, en facilitant l'accès à la technologie, aux compétences et au financement pour les PME. Il faut encourager l'automatisation, la digitalisation et la qualité.
- ★ Renforcer les compétences locales en alignant l'enseignement technique et la formation professionnelle sur les besoins du marché industriel. Le lien école-entreprise reste trop faible.
- ★ Favoriser l'intégration des entreprises tunisiennes aux chaînes de valeur mondiales, en facilitant les exportations et la certification des produits.
- ★ Repenser l'aménagement du territoire pour attirer les investissements industriels dans les régions intérieures, avec des zones industrielles modernes, connectées et fiscalement attractives.

Il serait aussi très utile de penser à créer :

- ★ Un fonds souverain industriel
- ★ Des zones industrielles intelligentes

CONCLUSION

Face à l'ampleur des défis économiques, sociaux et environnementaux auxquels elle est confrontée, la Tunisie ne peut plus se permettre de reléguer l'industrie au second plan de son projet de développement. La désindustrialisation observée au cours des dernières décennies n'est ni un accident conjoncturel, ni une évolution inéluctable dictée par la mondialisation : elle est le produit cumulatif de politiques publiques fragmentées, de stratégies industrielles discontinues et d'un affaiblissement progressif de la capacité de l'État à orienter et structurer l'appareil productif. En ce sens, la désindustrialisation tunisienne est d'abord un échec de coordination et de vision à long terme.

Pourtant, les fondamentaux nécessaires à une relance existent toujours. La Tunisie dispose d'un capital humain relativement qualifié, d'un tissu entrepreneurial résilient malgré les crises, d'une tradition industrielle encore vivante dans plusieurs territoires, et d'une position géographique stratégique aux portes de l'Europe et de l'Afrique. Ces atouts constituent une base crédible pour reconstruire un modèle industriel renouvelé, à condition de rompre avec les logiques passives de sous-traitance à faible valeur ajoutée et avec l'illusion selon laquelle les services ou le tourisme pourraient, à eux seuls, porter une trajectoire de développement inclusive et soutenable.

La question industrielle ne peut plus être pensée uniquement en termes de croissance ou de compétitivité-prix. Elle renvoie désormais à des enjeux plus larges de souveraineté économique, de résilience macroéconomique, de cohésion territoriale et de stabilité sociale. Reconstituer un socle industriel moderne, diversifié et innovant est une condition nécessaire pour réduire les déséquilibres extérieurs, renforcer la classe moyenne, créer des emplois formels durables et offrir des perspectives crédibles aux jeunes générations. À défaut, la Tunisie risque de s'enfermer durablement dans un modèle de dépendance externe, vulnérable aux chocs et incapable de générer une prospérité partagée. Il ne s'agit donc pas de céder à une nostalgie des anciennes usines ou de reproduire des schémas industriels dépassés, mais d'opérer un choix politique clair et assumé : celui d'une industrie tournée vers la montée en gamme, l'innovation technologique, l'intégration régionale et la transition écologique. Une telle orientation suppose une stratégie industrielle explicite, territorialisée, articulée avec les politiques de formation, d'innovation, de financement et de transition énergétique. Elle implique également un État stratège, capable de fixer des priorités, de mobiliser les acteurs et de garantir la cohérence des interventions publiques.

Repenser l'industrie tunisienne aujourd'hui, c'est enfin répondre à une exigence sociale et politique fondamentale. Dans une société marquée par la précarité, les inégalités territoriales et le découragement d'une partie de la jeunesse, l'industrie peut redevenir un vecteur de dignité, d'intégration et de projection collective vers l'avenir. Plus qu'un simple secteur économique, elle constitue un pilier indispensable d'un nouveau contrat de développement, fondé sur la production, la valeur et la souveraineté.

RÉFÉRENCES

Bennaceur S., Ben Youssef A., Ghazouani S., M'henni H. (2007). Évaluation des politiques de mise à niveau des entreprises de la rive sud de la Méditerranée: les cas de l'Algérie, de l'Égypte, du Maroc et de la Tunisie - FEMISE Research Reports, No. FEM31-05 (December).

Chagour, N., Haddad, S., & Bourdin, S. (2025). Does the growth of industrial employment depend on its local context? The example of Tunisia. *Oxford Development Studies*, 53(1), 21-38.

Erdle, S. (2011). Industrial policy in Tunisia (No. 1/2011). Discussion Paper.

Ghazali, M., & Ayed-Mouelhi, R. B. (2024) Deindustrialization and Growth in MENA Countries: A Focus on Tunisia. *Economic Research Forum (ERF)*, September.

Ghali, S., & Nabli, M.K. (2020). Export Diversification and Sophistication and Industrial Policy in Tunisia. Available at SSRN 3755031.

INS (Institut National de la Statistique), 2024. Indicateurs économiques nationaux.

Jelili, R. B. (2022). Competition, Efficiency and Competition Policy in Tunisia. MPRA Paper 52223, University Library of Munich, Germany.

Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, 2022. Stratégie Industrielle et d'Innovation Horizon 2035. http://www.tunisieindustrie.gov.tn/si2035/Livrable_7_Rapport_final.pdf

Rijkers, B., Freund, C., & Nucifora, A. (2014). The perils of industrial policy: Evidence from Tunisia. Technical Report, Mimeo, The World Bank.

Sabry, M. I. (2024). State society relations and industrial sustainable growth: The case of post Revolution Tunisia. *Sustainable Development*, 32(3), 1792-1810.

asectu.contact@gmail.com
Résidence Yosr, Apt B5 Avenue Hédi Noura, 2037 Enaser

Ce Policy Brief est soutenu par Savoirs éco, projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France qui vise à appuyer les Structures Productrices de Savoirs à vocation Économique (SPSE) en Tunisie.